



Cliquer pour
agrandir
4,6 €

L'économie italienne au pied du mur (n.2893)

+ index 2005

Problèmes économiques
La Documentation française

Problèmes économiques

N° 2.893

15 février 2006

DOSSIER : L'économie italienne au pied du mur

De 1970 aux années 2000 : trois décennies de déclin de l'économie italienne

Review of Economic Conditions in Italy

Mariano D'Antonio et Margherita Scarlato

Au cours des trente dernières années du XXe siècle, l'Italie a connu les changements structurels caractéristiques d'un pays développé. Elle s'est ainsi peu à peu transformée en une économie post-industrielle. Dans le même temps, elle a été marquée par des évolutions plus singulières comme la tendance très forte à l'instabilité macroéconomique. Depuis les années 1970, elle semble être entrée dans une phase de déclin. La croissance du PIB ne cesse de ralentir, ses performances en termes de productivité se sont progressivement détériorées et ses parts de marché sont en constante diminution. Le début des années 2000 n'a pas montré, jusque-là, une réelle inversion de tendance. Faut-il pour autant en conclure que le déclin de l'économie italienne est inéluctable ?

Quel avenir pour l'industrie transalpine ?

La Lettre des études économiques - Natexis

Carol Hainaut

Longtemps, l'Italie a tiré sa force de ses célèbres " districts industriels ". Cette structure industrielle originale, qui a émergé dans le centre et le nord du pays, il y a plus de deux siècles, étonnait. Elle était même enviée. Un regard rétrospectif montre pourtant que leur nouvel essor, observé au cours de la décennie 1970, était en grande partie artificielle. Du début des années 1970 à la fin des années 1980, la compétitivité de l'économie italienne a surtout reposé sur la dépréciation continue de la lire et sur la vigueur de la demande de biens de consommation sur le marché domestique. Ces facteurs ont aujourd'hui disparu et la Péninsule se retrouve avec un modèle productif inadapté aux évolutions de la mondialisation : production à faible contenu technologique dont la demande est de plus en plus satisfaite par des pays comme la Chine, spécialisation dans la production de biens dont la part dans la demande mondiale est appelée à décliner, taille insuffisante des entreprises, etc. La mutation de l'appareil productif a été engagée, mais c'est un processus lent qui nécessite des investissements considérables en termes de recherche et d'innovation. L'industrie italienne est donc, semble-t-il, condamnée à un affaiblissement durable.

Les réformes italiennes au banc d'essai

Crédit Agricole - Eclairages

Gregorio De Felice

Les mauvaises performances de l'économie italienne au cours des dernières années s'expliquent en partie par une insuffisance des réformes structurelles. A partir des années 1990, certaines mesures ont été prises pour réformer le système des retraites, le marché du travail et celui de l'énergie. Le pays s'est également engagé dans la voie du fédéralisme fiscal. La plupart de ces réformes restent néanmoins inachevées. La liste de celles qui devraient rapidement être entreprises est en outre substantielle. C'est notamment le cas pour les secteurs des transports, du commerce ou des télécommunications.

Le Mezzogiorno n'est pas encore sorti du sous-développement

The Economist

Si le *Mezzogiorno*, avec ses entreprises de haute technologie de l'Etna Valley ou ses excellentes écoles d'ingénieurs napolitaines, ne correspond plus tout à fait à l'image que l'on peut s'en faire à l'étranger, il reste le talon d'Achille de l'Italie. En dépit de politiques publiques volontaristes menées au fil des décennies pour y favoriser le décollage économique, son retard en termes de développement reste considérable par rapport aux régions du centre et du nord de la Péninsule. Les organisations criminelles de Naples, de la Calabre et de la Sicile conservent, aujourd'hui encore, tout leur pouvoir de nuisance dans ces régions, y favorisant la corruption et l'économie souterraine. Le Sud ne manque pourtant pas d'atouts : reste à imaginer les remèdes pour les mettre en valeur.

Libéralisme à l'italienne

Politique internationale

Entretien de Richard Heuzé avec Luca Cordero di Montezemolo

Luca Cordero di Montezemolo, industriel d'origine piémontaise, est devenu, en mai 2004, président de la Confindustria (le Medef italien). Il est également, depuis la disparition d'Umberto Agnelli, en mai de la même année, à la tête du groupe Fiat. Formé au début des années 1970 à l'université Columbia (New-York), il a été, à partir de 1973, assistant personnel de Enzo Ferrari - qu'il remplacera en 1991 comme PDG de la firme (Ferrari appartient au groupe Fiat) - et également organisateur de la coupe du monde de football en Italie en 1990. Très apprécié des Agnelli, reconnu pour ses talents de manager par les chefs d'entreprises italiens, inspirant le respect aux syndicalistes transalpins, proche du président de la République Carlo Azeglio Ciampi, le patron de la Confindustria est particulièrement écouté dans la Péninsule. Il fait d'ailleurs régulièrement part de ses critiques de la politique économique menée par le gouvernement Berlusconi. Il esquisse dans cet entretien un programme de réformes structurelles qu'il appelle de ses vœux et qui permettrait, selon lui, à l'économie italienne de retrouver dynamisme et croissance.

EGALEMENT DANS CE NUMERO

POLITIQUE INDUSTRIELLE

Vers une nouvelle politique industrielle

La Lettre de l'OFCE

Jean-Luc Gaffard

La France et l'Europe accusent un retard sensible en matière d'innovation par rapport aux Etats-Unis. Les dépenses européennes en R&D en pourcentage du PIB sont très inférieures aux dépenses américaines, notamment en raison de la faible croissance enregistrée dans les industries de haute technologie. S'ajoute à cela un écart important concernant le nombre de brevets déposés, à l'avantage des Etats-Unis. Risquant de pérenniser les monopoles et d'empêcher l'innovation, la politique industrielle traditionnelle qui vise à soutenir, *via* une commande publique le plus souvent, une grande entreprise désignée comme porteuse d'un grand projet est progressivement remise en cause. Aujourd'hui, si les principes de l'intervention traditionnelle ont été abandonnés, la politique industrielle renaît sous une nouvelle forme. Elle cherche désormais à stimuler la R&D et à renforcer la diversification en favorisant la diffusion de la connaissance scientifique, technologique et des marchés, afin de contribuer à la création de nouveaux avantages comparatifs. Ainsi, le renforcement des relations entre les entreprises publiques et privées est favorisé par les pouvoirs publics. La logique d'agglomération qui procède d'un mécanisme de sélection par l'Etat de territoires pour la création de pôles coordonnés (" pôles de compétitivité ") par les autorités décentralisées (régions, départements, villes) devient en outre une réponse pour stimuler l'innovation. Selon les auteurs, l'efficacité de cette nouvelle politique dépendra, d'une part, de l'interaction entre les différents partenaires impliqués dans le processus d'innovation et, d'autre part, des nouveaux contours de la politique industrielle au niveau européen.

RESERVES DE CHANGE

Le coût budgétaire de la détention des réserves internationales

Bulletin du FMI

David Hauner

Le montant des réserves internationales a considérablement augmenté ces dernières années, offrant aux pays en développement la possibilité de répondre aux chocs économiques endogènes ou exogènes et d'améliorer leur notation en termes de dette externe. Cependant, une récente étude du Fonds monétaire international portant sur les cent plus grandes économies du monde a montré que la détention de ces réserves n'avait pas que des avantages. L'importance des coûts engendrés (d'opportunité, de stérilisation et de revalorisation) dépend ainsi de la situation économique de chaque pays.

UNION EUROPEENNE

La politique monétaire unique et le canal des taux d'intérêt

Bulletin de la Banque de France

Jérôme Coffinet

Un des objectifs de la mise en œuvre de la politique monétaire unique consistait à accélérer la transmission des décisions de politiques monétaires aux taux pratiqués par les banques. Cet objectif semble, selon l'auteur, en partie atteint, même si le passage à la politique monétaire unique ne semble pas constituer une rupture si importante que cela. Par ailleurs, le degré de l'accélération n'est pas le même pour tous les pays participant à la monnaie unique. En France, elle a été plus marquée. L'ampleur de l'accélération ne paraît, en outre, plus dépendre de la phase du cycle macroéconomique. L'intensification de la concurrence au sein du secteur bancaire semble être à l'origine de la transmission plus rapide et plus efficace des taux directeurs aux taux bancaires.

Année d'édition : 2006 60 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332028931 ISSN : 0032-9304